



# Assemblée générale

Distr. générale  
30 janvier 2013  
Français  
Original : anglais

---

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-cinquième session

### Compte rendu analytique de la 949<sup>e</sup> séance

Tenue au siège, à New York, le jeudi 28 juin 2012 à 15 heures

*Président :* M. Sikirić ..... (Croatie)

## Sommaire

Questions diverses

Achèvement et adoption d'un guide pour l'incorporation de la loi type  
de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (*suite*)

Travaux futurs dans le domaine des marchés publics et questions connexes (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents ([srcorrections@un.org](mailto:srcorrections@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

12-39477X (F)



Merçi de recycler



*La séance est ouverte à 3 h 20.*

### Questions diverses

1. **Le Président** invite la Commission à entendre un exposé sur la proposition de remplacement des comptes rendus analytiques de ses réunions par des enregistrements numériques.

2. **M. Fruhmenn** (Autriche), appuyé par **M. Bellenger** (France), dit que la Commission aurait dû être informée du changement apporté à son programme de travail. Il serait préférable d'achever d'abord l'examen du document A/CN.9/XLV/CRP.2.

3. **M. Zhao Yong** (Chine) dit que sa délégation a prévu sa participation aux travaux de la Commission sur la base de l'ordre du jour approuvé. Il serait utile que la Commission puisse poursuivre son travail en conséquence.

4. **M. Sorieul** (secrétaire de la Commission) dit que le chef du Service de la gestion des conférences à l'Office des Nations Unies à Vienne ne peut faire son exposé à aucun autre moment.

5. **Le Président** dit qu'il considère que la Commission est d'accord pour entendre l'exposé.

6. *Il en est ainsi décidé.*

*Exposé intitulé « Examen de l'utilisation des comptes rendus analytiques de la CNUDCI » et démonstration du système d'enregistrement numérique utilisé par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique et son Sous-Comité juridique*

7. **M. Karbuczky** (chef du Service de la gestion des conférences à l'Office des Nations Unies à Vienne) dit que les enregistrements audio numériques des réunions constituent une solution moins coûteuse que les comptes rendus analytiques. Les enregistrements audio offrent une reproduction authentique des débats dans la langue d'origine sans intervention de rédacteurs de comptes rendus analytiques et, contrairement à ces comptes rendus, sont disponibles immédiatement. En adoptant ce nouveau système économique et écologique, la Commission contribuerait fortement à la réforme des Nations Unies.

8. **M<sup>me</sup> Leblanc** (Canada) aimerait savoir quelle est l'étape suivante en ce qui concerne le système d'enregistrement numérique concerné.

9. **M. Fruhmenn** (Autriche) dit qu'un résumé analytique d'une journée complète de débats comme celui établi par le secrétariat est beaucoup plus utile pour un lecteur intéressé qu'un enregistrement audio des séances. Il voudrait savoir si, à terme, les enregistrements numériques remplaceraient à la fois les comptes rendus analytiques et les documents de séance tels que ceux établis par le secrétariat.

10. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que le système d'enregistrement numérique proposé remplacerait uniquement les comptes rendus analytiques et pas les documents établis par le secrétariat. Les fichiers audio seraient fournis accompagnés d'une liste des orateurs afin d'aider le lecteur à savoir qui parle à un moment donné. L'on continuerait d'établir des résumés analytiques des réunions de la Commission pendant sa prochaine session, parallèlement aux enregistrements numériques. Les membres de la Commission pourraient alors évaluer le système d'enregistrement numérique et décider s'il peut remplacer les comptes rendus analytiques.

11. **M. Shautsou** (Biélorus) dit que les comptes rendus analytiques sont plus utiles que les enregistrements numériques pour les délégués qui essayent de se préparer aux réunions de la Commission. Il serait plus difficile de trouver une déclaration précise dans les fichiers audio que dans un compte rendu analytique. Ces fichiers seraient ils organisés par point de l'ordre du jour ou dans l'ordre chronologique, afin de permettre à une personne effectuant une recherche de suivre l'évolution d'un sujet d'une année à l'autre ?

12. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que la facilité d'emploi est essentielle, raison pour laquelle les comptes rendus analytiques ne seront pas supprimés jusqu'à ce qu'il soit certain que les enregistrements audio peuvent être utilisés efficacement à des fins de recherche. Il note que le faible coût des enregistrements audio permet aussi d'enregistrer les réunions des groupes de travail, qui ne font pas actuellement l'objet de compte rendus analytiques

13. **M. Bellenger** (France) déplore le temps de réunion perdu pour l'exposé et la discussion et demande au secrétariat d'éviter de modifier le programme de travail de la Commission sans l'approbation préalable de celle-ci.

**Achèvement et adoption d'un Guide pour l'incorporation de la loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (suite)**  
(A/CN.9/XLV/CRP.2; A/CN.9/WG.I/WP.79)

*A/CN.9/XLV/CRP.2 (suite)*

14. **Le Président** dit que le secrétariat a incorporé les mots « consignées dans le présent rapport » à la fin du paragraphe 1 du projet de décision, comme demandé à la réunion précédente par le représentant de l'Autriche.

15. **M. Fruhmann** (Autriche), répondant à la question du président au sujet du paragraphe 2 du projet de décision, dit que l'explication fournie par le secrétariat est suffisante.

16. **M. Grand d'Esnon** (France) dit qu'il partage l'avis du représentant des États Unis lorsque celui-ci affirme que la première phrase du paragraphe 6 n'est pas claire. Comme, d'après le secrétariat, la formulation a été utilisée précédemment, il est disposé à laisser cette phrase en l'état par souci de cohérence.

17. **M<sup>me</sup> Leblanc** (Canada), se référant au dernier paragraphe du préambule, dit que les mots « la compréhension, l'adoption, l'interprétation et l'application » devraient être mis dans un ordre plus logique.

18. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) dit qu'il s'agit d'une formule type qui a été utilisée dans des documents antérieurs de la Commission.

19. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) dit que, contrairement à ce qui est déclaré au paragraphe 1, l'édition et la finalisation du texte effectuées par le secrétariat ne se basent pas exclusivement sur les délibérations de la Commission, mais aussi sur le rapport du Groupe de travail (A/CN.9/745), qui reprend les décisions du Groupe concernant les modifications du texte mais ne contient pas la formulation définitive.

20. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) dit que les mots « à la présente session et celles consignées dans le document A/CN.9/745 » pourraient être ajoutés à la fin du paragraphe.

21. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) dit que l'on ne voit pas clairement ce que l'on entend par la formule « autres parties prenantes à des procédures de passation de marchés publics » à la fin du paragraphe 4.

22. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) dit que le texte a été emprunté à la résolution de l'année précédente. L'intention a été d'inclure à la fois l'État et les fournisseurs impliqués dans la procédure. La formule pourrait être remplacée par « autres personnes qui participent aux procédures de passation de marchés publics ».

23. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) dit au sujet du paragraphe 5 que l'on ne voit pas pourquoi il est nécessaire de suggérer la création d'un mécanisme formel dans ou par le secrétariat pour suivre l'évolution des pratiques concernant l'utilisation de la Loi type et du Guide. Il propose de remplacer la première partie du paragraphe 5 par la formule suivante : « Approuve les efforts que déploie son secrétariat pour suivre l'évolution des pratiques et diffuser des informations concernant l'utilisation de la Loi type et du Guide ».

24. *Il en est ainsi décidé.*

25. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) dit que l'on ne voit pas clairement si le terme « coordination » au paragraphe 6 se rapporte aux organismes s'occupant de la réforme de la passation des marchés ou à la coordination avec d'autres mécanismes, ou si le but est de souligner l'importance de ces mécanismes.

26. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) dit que l'intention est d'insister sur l'importance des mécanismes. Elle propose d'ajouter « d' » avant « autres mécanismes » pour plus de clarté.

27. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) dit que le membre de phrase commençant par « pour accroître la coordination » devrait être remplacé par la formulation plus simple qui a été utilisée dans la décision de l'année précédente.

28. *Le document A/CN.9/XLV/CRP.2, tel que modifié oralement, est adopté.*

29. *L'ensemble du Guide pour l'incorporation de la loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics, tel que modifié oralement, est adopté.*

**Travaux futurs dans le domaine des marchés publics et questions connexes (suite)**  
(A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.3)

*A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.3*

30. **Le Président** invite le rapporteur à présenter la section du projet de rapport de la Commission relative

aux travaux de sa quarante-cinquième session concernant le travail futur dans le domaine de la passation des marchés publics et dans les domaines connexes.

31. **M. Mugasha** (Ouganda), rapporteur, présente le document A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.3.

32. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) dit que le mot « possibles » devrait être ajouté après les mots « travaux futurs » au paragraphe 1.

33. *Il en est ainsi décidé.*

34. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) dit qu'une loi type ne réglerait rien directement, mais fournit une base pour la promulgation de lois qui le font. Il serait plus exact de dire qu'une loi type fournit des orientations pour la planification des marchés.

35. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) dit que le mot « réglerait » pourrait être remplacé par le mot « aborderait ».

36. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat), répondant à la question posée par le représentant de la France, dit que FIDIC est l'acronyme français de Fédération internationale des ingénieurs-conseils; une explication sera fournie à cet effet plus haut dans le texte.

37. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que la FIDIC est une organisation non gouvernementale active dans le domaine de la production de contrats types et qu'elle a participé dans le passé aux travaux de la CNUDCI.

38. **M. Wang** (Norvège) dit que le paragraphe 5 devrait inclure la durabilité et la protection de l'environnement parmi les sujets des notes d'orientation qu'envisage la Commission, puisqu'il n'y a pas eu d'opposition à l'inclusion de ce sujet pendant la discussion préalable. En conséquence, il convient de supprimer la seconde moitié du paragraphe 4 e), qui semble indiquer que la mise en place des capacités est jugée plus importante que la fourniture d'orientations sur le sujet de la durabilité et de la protection de l'environnement.

39. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) qu'il serait possible d'insérer un point après le mot « nécessaires » au paragraphe 4 e) et que le dernier membre de phrase pourrait devenir une phrase distincte, afin de préserver l'idée que la mise en place des capacités nécessaires est importante.

40. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) dit que la question de l'entrepreneur empêché de vendre l'objet d'une concession à une autre entité sans le consentement du gouvernement a déjà été réglée dans la Loi type, contrairement à ce qu'indique le paragraphe 14.

41. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) dit que le texte rend compte de ce qui a été dit au cours de la discussion. Elle suggère de libeller le paragraphe comme suit : « La Commission a en outre noté qu'il pourrait également être approprié d'inclure, dans les travaux futurs consacrés aux partenariats entre secteur public et secteur privé, d'autres questions non encore traitées par les instruments de la CNUDCI relatifs aux projets d'infrastructure à financement privé, comme le fait d'empêcher ou non un entrepreneur de vendre l'objet d'une concession à une autre entité sans le consentement du gouvernement ».

42. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) a proposé d'insérer le mot « éventuels » avant « travaux » et de supprimer le mot « les » avant « principales questions à traiter » à la quatrième ligne du paragraphe 15.

43. **M. Bellenger** (France) dit qu'au paragraphe 13 de la version française, les mots « élaborer des règlements » devraient être remplacés par « élaborer des règles ». Il aimerait savoir ce que l'on entend par « en associant les investisseurs à l'élaboration » des règles et règlements qui s'appliquent à eux. Cela signifie-t-il que les investisseurs pourraient être appelés à participer au travail de la Commission ? Il demande aussi de préciser à quoi renvoient les « autres organismes » visés à la dixième ligne du paragraphe 15.

44. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) dit que, dans plusieurs pays, y compris le sien, le processus de « publication pour commentaire » des projets de réglementation donne aux parties intéressées l'occasion d'exprimer leur avis. Il suggère que l'on pourrait de même demander aux investisseurs de commenter les règles et règlements qui leur sont applicables, plutôt qu'être associés à leur élaboration.

45. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat) suggère la formulation suivante : « ... en donnant aux investisseurs la possibilité de commenter les règles et règlements ... ». En réponse à la question posée par le représentant de la France, elle dit que l'expression « autres organismes » au paragraphe 15 renvoie aux organisations non gouvernementales et

intergouvernementales présentes à la session en cours. Elle peut le cas échéant en communiquer la liste.

46. *Le document A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.3, tel que modifié oralement, est adopté.*

*La séance est suspendue à 16 h 50 et reprise à 17 h 10.*

**Promotion des moyens visant à assurer l'interprétation et l'application uniformes des textes juridiques de la CNUDCI (A/CN.9/748)**

47. **M. Lemay** (Division du droit commercial international), en présentant la note du Secrétariat sur le système de collecte et de diffusion de la jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI (ou système CLOUT) (A/CN.9/748), dit qu'au moment de la rédaction de la note, 116 numéros du Recueil de jurisprudence rendant compte de 1 134 affaires avaient été préparés pour publication. Le réseau de correspondants nationaux, qui constitue l'épine dorsale du système, est en cours de rationalisation afin de renforcer sa viabilité et de le rendre plus réactif à l'évolution des circonstances. Les États ont dès lors été invités à désigner ou redésigner leurs correspondants nationaux avec effet à compter du premier jour de la session actuelle. Vingt huit États ont donné suite à cette demande.

48. La note rend aussi compte de l'élaboration d'un précis de jurisprudence concernant la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale. La Commission souhaitera peut-être étudier l'opportunité d'un tel projet et le Secrétariat pourrait utilement étudier la possibilité de collaborer avec les correspondants nationaux et d'autres experts à cette fin. Il rappelle à la Commission que le système CLOUT nécessite beaucoup de ressources. Vu l'absence de toute augmentation des ressources, le Secrétariat a affiné une proposition de projet visant à mobiliser les fonds supplémentaires nécessaires pour maintenir et développer le système. Le projet testerait aussi la faisabilité d'une « communauté de praticiens » au profit des membres de la communauté juridique insuffisamment informés des textes de la CNUDCI, ce qui serait particulièrement précieux pour les pays en développement et les économies en transition. Le Secrétariat sollicite dès lors l'aide des États et d'autres bailleurs de fonds.

49. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) dit que l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) a récemment cessé de mettre à jour sa

base de données, qui était très incomplète. Il est un fait qu'une base de données juridique n'est utile pour les juristes qu'à condition qu'elle couvre toutes les affaires. Le problème est le manque de ressources, tant pour la CNUDCI que pour UNIDROIT. Il rappelle aux membres de la Commission le Réseau mondial d'informations juridiques (GLIN) de la Bibliothèque du Congrès, dont le but est de rendre disponible en ligne l'ensemble des traités, des règlements, des lois et des décisions judiciaires. D'autre pays, notamment le Chili, participent à des initiatives similaires.

50. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que la Commission ne peut offrir de reprendre le moindre aspect de la base de données d'UNIDROIT, du fait de son propre manque de ressources. Le réseau GLIN présente un grand intérêt, mais il a ses propres problèmes de financement qui pourraient remettre en question son existence future sous sa forme actuelle. Idéalement, le système CLOUT pourrait nouer des liens plus étroits avec ce réseau, mais la prudence s'impose.

51. **Le Président** demande si le moment n'est pas venu pour la Commission d'élargir son travail relatif aux précis et s'il existe un consensus pour charger le secrétariat d'élaborer un précis de jurisprudence concernant la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale.

52. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) exprime son soutien à l'idée d'un tel précis, sous réserve des contraintes en termes de ressources.

53. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit qu'il est plus facile d'obtenir des contributions d'experts extérieurs pour les précis que pour la tenue du système CLOUT. Les deux premiers précis ont bénéficié de la coopération d'universités et d'institutions de recherche, qui ont ajouté des éléments à la collection CLOUT. Bien que le travail lié aux précis ne constitue pas une charge supplémentaire, mais bien un stimulant pour le secrétariat, il reste toutefois dans l'intérêt de la Commission d'attirer la collaboration non rémunérée d'experts extérieurs.

54. **M. Maradiaga** (Honduras) dit qu'une première étape essentielle consisterait à obtenir la participation de toutes les universités au travail de la Commission et de contribuer ainsi à assurer une couverture plus universelle des textes de la CNUDCI.

55. **M. Pérez-Cadalso Arias** (observateur de la Cour centraméricaine de justice) s'enquiert de l'approche qu'il est prévu d'adopter de la question de l'insolvabilité internationale, compte tenu de ses implications importantes pour le droit pénal.

56. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que la loi type de la CNUDCI sert de référence pour le travail de la Commission en matière d'insolvabilité, qui vise essentiellement à promouvoir l'entraide juridique. Le travail futur dans ce domaine doit encore être examiné, mais les États ont en commun une approche extrêmement circonspecte de l'ingérence possible de la Commission dans le droit pénal, qui relève de la compétence, en particulier, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. La Commission a établi des indicateurs de la fraude et formule des remarques sur les matières pénales, mais elle ne peut aller au delà de son mandat.

57. **Le Président** dit qu'il considère que la Commission souhaite charger le secrétariat d'œuvrer à l'élaboration d'un précis de jurisprudence concernant la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale, dans les limites des ressources disponibles.

#### Résolutions pertinentes de l'Assemblée générale

58. **M<sup>me</sup> Musayeva** (Secrétariat) dit que la Commission souhaite peut être prendre note des résolutions 66/94, 66/95 et 66/96 de l'Assemblée générale, qui concernent directement son travail. Elle relève que la résolution 66/102 sur la primauté du droit est également pertinente par rapport au travail de la Commission et sera examinée sous le point 21 de l'ordre du jour.

59. **M<sup>me</sup> Millicay** (Argentine) regrette que la résolution 66/94 se borne à noter la tradition de l'alternance des sessions de la Commission entre New York et Vienne, étant donné qu'elle rend difficile l'obtention d'un financement supplémentaire pour maintenir cette pratique. Sa délégation estime que, chaque fois qu'il est fait référence aux besoins opérationnels de la Commission, y compris l'alternance des lieux pour ses sessions, la formulation adoptée pour la résolution devrait prendre la forme d'une recommandation.

60. **M. Maradiaga** (Honduras) dit que sa délégation a formulé à Vienne, en 1012, une demande à cet effet. Il approuve la suggestion de l'Argentine.

61. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que le secrétariat est reconnaissant aux délégations qui se sont efforcées de maintenir la pratique de l'alternance. Les observations de la représentante de l'Argentine ont été dûment notées par le secrétariat, qui est ouvert à toutes les suggestions quant à la manière de convaincre l'Assemblée générale de poursuivre cette pratique, voire à améliorer l'affectation actuelle de ressources à la Commission.

62. **M<sup>me</sup> Musayeva** (Secrétariat) rappelle qu'outre les résolutions précitées, adoptées sur recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée générale a, sur recommandation de la Cinquième Commission, adopté en 2011 la résolution 66/246, dont le paragraphe 48 prévoit des ressources pour les objets de dépense autre que les postes, pour qu'il soit possible de financer les services à fournir à la Commission et de maintenir le dispositifs d'alternance entre Vienne et New York.

63. **Le Président** considère que la Commission souhaite prendre note des résolutions 66/94, 66/95 et 66/96 de l'Assemblée générale.

64. **M<sup>me</sup> Millicay** (Argentine) regrette la décision de la Commission d'opérer dans les limites des ressources existantes, dont un des effets est de limiter le nombre de documents imprimés disponibles aux délégations. Sa délégation invite les services de conférence à faire tout ce qui est possible pour fournir tous les documents nécessaires.

*La séance est levée à 18 heures.*